

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Département Haute Loire – Arrondissement d'Yssingeaux - Canton d'Aurec sur Loire  
**Commune d'Aurec sur Loire**  
*EXTRAIT DU REGISTRE*  
**ARRÊTES DU MAIRE**

**ARRÊTE N° : 2026\_A\_099**

**OBJET : Perturbation de la circulation - Interdiction de stationner.**  
**Rue des Ollagnières**

Nous, Maire de la commune d'AUREC-SUR-LOIRE,  
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 et suivants,  
Vu, l'article 471, paragraphe 15 du Code Pénal frappant de l'amende de police ceux qui contreviennent aux règlements légalement faits par l'Autorité Municipale,  
Vu, la demande de l'entreprise COGEA,  
Considérant qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prescrire toutes mesures utiles dans l'intérêt du bon ordre et de la sécurité des usagers de la voie publique et d'assurer la police de la circulation sur les routes relevant de la voirie communale,

**ARRÊTONS :**

**Article 1 :**

En raison des travaux de « coulage à la pompe », **entre le N° 332 et 407 de la Rue des Ollagnières** réalisés par l'entreprise COGEA, il y a lieu de réglementer la circulation comme suit :

- **La circulation sera perturbée à l'avancement du chantier sur la Rue des Ollagnières** entre les N°332 et 407(cf. plan ci-dessous) ;
- **Le jeudi 23 avril 2026 de 8 heures à 12 heures ;**
- La voie sera rétrécie sur la largeur d'une demi-chaussée au droit des travaux ;
- **L'entreprise COGEA mettra en place un alternat manuel (piquets K10) et le barriérage de chantier correspondant pendant la durée des travaux ;**
- En aucun cas la voie ne sera fermée à la circulation des véhicules et des piétons pendant la durée des travaux ;
- **Le stationnement des véhicules sera interdit au droit des travaux ;**
- Les riverains auront accès tout temps et tous usages à leur propriété.



**Article 2 :**

La signalisation correspondante sera apposée sur les lieux concernés par l'entreprise COGEA. Pendant la durée du chantier, l'entreprise COGEA est chargée de la sécurisation des piétons et du chantier.

**Article 3 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

**Article 4 :**

La police municipale et la brigade de gendarmerie sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La Juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :**

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Maire, au recueil des actes administratifs.

**Article 7 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à l'entreprise COGEA, au groupement de gendarmerie départementale, à la direction départementale de la sécurité publique.

Fait à AUREC-SUR-LOIRE, le 13/04/2026

Le Maire,  
Laurent ROUSSET,

